

nels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'Exercice 1946 ; *Discussion générale, Fonctionnaires d'outre-mer* [2 août 1946] (A., p. 2959) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (p. 3119) ; — demande à interpellier sur la politique économique poursuivie à l'heure actuelle à Madagascar [4 septembre 1946] (p. 3534). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : DE L'UNION FRANÇAISE, *Discussion générale* [19 septembre 1946] (p. 3831) ; *Ses observations sur le nouveau texte* [20 septembre 1946] (p. 3888) ; — du projet de loi portant organisation du referendum ; Art. 22 : *Ses observations* [19 septembre 1946] (p. 3864). — Est entendu pour un fait personnel sur le procès-verbal de la précédente séance [20 septembre 1946] (p. 3881). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : FRANCE D'OUTRE-MER, *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4479).

CASTERA (M. Edmond), Député du département du Gers.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (A., p. 2554).

Dépôt :

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance du 21 décembre 1944 en vue de fixer un juste prix du blé en fonction du prix de revient, suivant les régions et les différentes catégories d'exploitations agricoles, n° 57.

Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Chap. LD *bis* : *Son amendement* [2 octobre 1946] (A., p. 4419) ; *Le retire* (ibid.).

CATOIRE (M. Jules), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de comptabilité (p. 2555).

CATRICE (M. Jean), Député du département du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2534) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (*ibid.*).

Interventions :

Participe à la discussion : d'une interpellation de M. André sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (p. 2928) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 37 *bis* nouveau : *Amendement de M. Ramette* [25 septembre 1946] (p. 4040) ; — de propositions de loi relatives à l'organisation du Conseil économique ; Art. 5 : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4381).

CATROUX (M. Guillaume), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra (Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans).

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

CAYEUX (M. Jean), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2587). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à reconnaître la coopération commerciale et à organiser son statut, n° 19. — Le 23 août 1946, une proposition de loi tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter, du fait de la guerre, les modalités de la procédure de logement d'office, n° 542.

Interventions :

Son rapport, au nom du 3^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Dahomey-Togo, Collège des citoyens [4 juillet 1946] (A., p. 2602). — Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française; Art. 78 : *Amendement de M. Leenhardt, ses explications de vote* [13 septembre 1946] (p. 3740); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Art. 125 : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4055); Art. 169 nouveau : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4105); Art. 168 : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4530); — de propositions de loi relatives à l'élection des Députés; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote* [30 septembre 1946] (p. 4285).

CAYOL (M. Raymond), Député du département des Bouches-du-Rhône (4^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*).

Dépôts :

Le 2 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Devèze et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris, pour l'automne 1946, à l'occasion du centenaire de l'école française d'Athènes, une exposition d'art et d'histoire et à organiser, d'autre part, le voyage d'une mission d'études en Grèce et dans

le Proche-Orient, n° 354. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation-logement, n° 628. — Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une indemnité de première mise d'équipement pour les instituteurs et professeurs de l'enseignement public, n° 693. — Le 10 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des réductions de tarif sur les chemins de fer, aux élèves des grandes Ecoles et des Facultés, n° 715. — Le 17 septembre 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à majorer, pour la prochaine rentrée des classes, le taux des cours et conférences complémentaires dans les facultés et écoles d'enseignement supérieur, n° 833. — Le 23 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder un droit d'auteur aux créateurs scientifiques, n° 998. — Le 23 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les formalités de naturalisation des immigrés d'origine arménienne ayant servi sous les drapeaux français, n° 999.

Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [2 octobre 1946] (A., p. 4445); — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires; Art. 17 : *Ses observations sur les immeubles et matériels militaires* [5 octobre 1946] (p. 4678); Art. 21 : *Son amendement concernant les organisations syndicales représentatives* (p. 4681); *Le retire* (*ibid.*); *Article additionnel 143 bis de M. Dumas tendant à l'application du statut aux agents de la ville de Paris* (p. 4708); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 4709).

CERCLIER (M. Roger), Député du département de la Creuse.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Com-